

Conditions générales de vente des licences de Looper-AI®



IL EST PORTÉ À LA CONNAISSANCE DES UTILISATEURS (CFR. DÉFINITION INFRA) QUE CE SITE A ÉTÉ DÉVELOPPÉ DANS UN ESPRIT POSITIF DE COLLABORATION ENTRE EUX ET LA SOCIÉTÉ.

ILS SONT PRIÉS DE LIRE TRÈS ATTENTIVEMENT LES CONDITIONS GÉNÉRALES CI-DESSOUS QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES RELATIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LES UTILISATEURS.

1. Généralités	1
2. Définitions	2
3. Acceptation du produit	3
4. Configuration matérielle minimale	4
5. Limitation de responsabilité & contrôle	4
6. Utilisation des données par le client	4
7. Assurances	5
8. Responsabilité de l'Utilisateur	6
9. Recours au service d'assistance	6
10. Prix	6
11. Segmentation des marchés	7
12. Modalités de paiement	7
13. Période de test des applications	8
14. Fin de service	8
15. Propriété du logiciel, de l'application et droits intellectuelle	8
16. Propriété des documents	9
17. Modes d'exploitation	9
18. Réclamations et droit applicable	9
19. Mise en demeure	10
20. Frais de justice	10
21. Confidentialité des informations et des données	11

1. Généralités

La société qui exploite le site Internet <https://looper-ai.com/> et qui opère l'application est la société de droit belge SELEGUA srl, dont le siège social se trouve avenue de l'Observatoire, 74 b à B-4000 Liège - Belgique, société inscrite à la BCE sous le numéro : 0546.921.830.

La société (Looper-AI®) est spécialisée dans le développement et la mise à disposition d'un Software As A Service (SAAS) et d'intelligences artificielles dédiées à l'amélioration continue de la documentation interne des entreprises.

ici définie comme étant « **la Société** ».

Sauf convention contraire expresse et acceptée par écrit, les présentes conditions générales sont seules applicables à toutes nos offres, commandes, engagements ou relations contractuelles quand bien même les conditions de l'utilisateur affirmeraient leur propre primauté. Les conditions générales ont été nécessairement lues et approuvées lors de l'entrée en relations et sont disponibles à tout moment sur le site internet de la société (<https://looper-ai.com>).

Les présentes Conditions générales sont établies en français qui sera accepté comme la seule langue de référence. Les traductions en d'autres langues sont établies à titre indicatif uniquement.

Aucune exonération, changement, variation ou ajout aux présentes conditions générales ne pourra être effectif que sous la forme d'un écrit accepté expressément au travers de l'apposition de la signature autorisée de chacune des deux parties à la date ou après la date de signature du contrat ou de l'offre par chacune des deux parties. Il ne saurait être tiré aucun argument d'une faveur, quand bien même elle aurait été répétée.

2. Définitions

Les présentes conditions s'appliquent à l'utilisation du site Internet <https://looper-ai.com>, ci-après défini comme étant « **le Site** ». Le Site permet à la fois d'obtenir en ligne une présentation générale de l'entreprise et de ses produits et services, d'une part, et d'autre part l'accès à l'**Application** dont il va être question ci-après.

Le « **DOSSIER** » doit se comprendre comme étant constitué de l'ensemble des informations introduites par le **Propriétaire** et les **Utilisateurs** autorisés par lui, dans les bases de données du système.

Le « **PROPRIÉTAIRE** » d'un **Dossier** doit se comprendre comme étant celui qui s'est enregistré comme tel et est juridiquement responsable de l'entité qui s'est enregistrée ; il est défini sous le terme générique « le **Propriétaire** ». Autrement dit, est considéré comme le **Propriétaire** du **Dossier**, non au sens premier du terme, mais au sens de « propriétaire de l'intégralité des droits d'usage liés à l'abonnement, droit dont il peut également disposer vis-à-vis de ses employés, commettants et autres préposés, dont le **Propriétaire** demeure responsable ». Un tel **Propriétaire**, au sens de la présente convention peut techniquement, en tant que responsable du **Dossier**, inviter un **Utilisateur** (qui serait, par exemple, un de ses commettants) à avoir accès à son **Dossier**, mais il le fait alors sous sa seule, pleine et entière responsabilité.

Le propriétaire est la personne qui requiert les services de la société et sollicite en contrepartie du paiement d'une licence mensuelle, de tokens ou d'un prix horaire, la fourniture de conseils en informatique dans les conditions définies aux présentes conditions générales, éventuellement complétées par des conditions particulières convenues (et signées) entre les parties.

Le propriétaire peut être une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s), une association de fait ou momentanée,... Le propriétaire, destinataire de la facture, reconnaît que les présentes conditions générales ne constituent pas un « contrat d'adhésion », mais qu'il a bien été averti, avant émission de la facture, du contenu desdites conditions générales, dont il a accepté l'application.

Les « **UTILISATEURS** » du site et de l'application sont les personnes qui sont définies sous le terme générique « **L'Utilisateur** » : il s'agit des personnes qui pourront utiliser le site, l'application et ses diverses fonctionnalités, ou seulement certaines d'entre elles, après invitation reçue du **Propriétaire**, dans le cadre de leur activité professionnelle, quel que soit leur niveau de responsabilité au niveau de l'entité ayant été enregistrée par le **Propriétaire**. Le **Propriétaire** est également un **Utilisateur**, mais possédant un niveau d'autorisation le plus élevé.

L'Utilisateur est toujours une personne physique qui peut être tenue de s'identifier correctement en communiquant des données correctes au Propriétaire. La Société ne peut être tenue pour responsable d'informations erronées ou incomplètes.

Qu'il soit en période de test ou non, **L'Utilisateur**, ici entendu au sens le plus large, reconnaît disposer d'un droit d'usage du site, sans plus. Le **Propriétaire** détient la propriété des données qu'il a encodées ou

transférées sur le site et a la possibilité de les rapatrier localement sous un format standard couramment utilisé, faculté qu'il est libre d'utiliser ou pas.

La problématique de la durée de conservation des éditions qui lui sont adressées est du ressort exclusif de l'**Utilisateur** : c'est à lui d'examiner, au regard des Directives, lois et règlements dont il dépend, la façon dont il entend utiliser l'outil et le délai de conservation des données qu'il a compilées, collectées ou les deux à la fois grâce à l'**Application**.

Les "LICENCES"

Une licence (ou siège) à Looper-AI® comprend:

- L'accès pour un administrateur, process owner ou process user à Looper-AI®
- L'accès à Looper-AI® de niveau Assistant, Contrôleur ou Advisor selon choix du client
- L'accès à l'API externe de Looper-AI® et son usage pour un nombre illimité d'utilisateurs
- L'assistance par téléphone ou e-mail pendant les heures de bureau

Les "TOKENS"

Les tokens sont une unité de mesure propre au Large Modèle de Langage. Un token équivaut plus ou moins à 4 caractères. Les tokens sont facturés par millions au prorata de leur utilisation.

3. Acceptation du produit

Le site propose une **Application** qui est en état d'offre permanente. Le fait pour un **Utilisateur** de s'enregistrer en tant que **Propriétaire** ou **Utilisateur** l'oblige à lire et à accepter expressément les présentes conditions générales. L'accès à l'**Application** étant impossible, même dans le cadre d'une utilisation gratuite, à titre d'essai, sans confirmation de la lecture et de l'acceptation explicite et exprès des présentes conditions.

L'Application est fournie en tant qu'outil destinés à des professionnels pour les aider à remplir leurs obligations et la société ne peut donc que décliner toute responsabilité de l'usage abusif ou détournement qui serait fait de cet outil à d'autres fins que celles pour lesquels il est prévu.

De par leur inscription sur le site, les **Utilisateurs** s'engagent à accepter et à utiliser l'**Application** telle quelle et reconnaissent à la **Société** le droit d'apporter au site les modifications qu'elle juge utile pour le bon fonctionnement de l'**Application**.

Le site propose l'utilisation d'une application destinée à gérer les données du **Propriétaire**, application dénommée Looper-AI®.

De par leur inscription ou utilisation des services de la Société, les **Propriétaires** et **Utilisateurs** acceptent formellement que lui soient adressés des messages informatifs sous forme de mailing ou tout autre notification à caractère technique ou informatif, ayant trait à l'**Application** qu'ils utilisent. A cet égard, il y a lieu de se reporter à la section « politique de confidentialité de l'entreprise et informations en application du règlement de protection des données - RGPD (Règlement Général pour la Protection des Données - <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/VXV/HVML/?uri=CELEX:32016R0679&from=FR>) »).

Le client est seul et unique responsable de l'utilisation illégale qu'il pourrait faire des outils qui sont mis à sa disposition. Il est également le seul et unique responsable des documents qu'il partage avec Looper-AI®.

Les codes d'accès (siège) à Looper-AI® sont personnels et nominatifs. Pour des raisons de fonctionnement du système, ils ne peuvent pas être partagés entre plusieurs utilisateurs. Looper-AI® se réserve le droit de vérifier, à tout moment et sans information préalable, les partages de comptes. Looper-AI® se réserve également le droit de facturer au propriétaire ayant réalisé de tels partages, un montant équivalent au nombre de partage sur la durée constatée sans limite rétroactive. Le cas échéant, Looper-AI® pourra également couper les accès aux comptes concernés.

4. Configuration matérielle minimale

Pour pouvoir utiliser correctement l'**Application**, les **Utilisateurs** ont besoin d'un ordinateur connecté à Internet via une connexion internet de bonne qualité.

Les **Utilisateurs** ont vérifié la qualité de leur connexion ; une bonne utilisation requiert une connexion exempte de coupures fréquentes et disposant d'un débit suffisant. Pour information : la perte de connexion avec le serveur ne présente pas de risque de corruption des fichiers mais représente plutôt une gêne pour l'**Utilisateur**.

La Société a vérifié que le site supporte les navigateurs Internet FIREFOX ou CHROME. Aucune garantie n'est donnée pour d'autres navigateurs ou anciennes versions.

5. Limitation de responsabilité & contrôle

La société garantit le bon fonctionnement de l'**Application**, pour autant qu'elle soit utilisée de manière correcte, tel qu'indiqué dans l'aide, dans la mesure du possible, dans un maximum de langues usuelles dont la société sait qu'elle sont celles d'utilisateurs identifiés, les utilisateurs étant invités à faire preuve de tolérance quant aux traductions, et étant invités aussi, par ailleurs, en cas de doute à se mettre en contact avec la société pour l'interroger, de préférence linguistiques.

Voyez également l'article 8.

Dans le cas où une erreur de programmation faite par **la Société** serait détectée, **la Société** s'engage à la corriger dans les meilleurs délais. La responsabilité de la société étant limitée à ce point précis (article 7).

Les **Utilisateurs** assurent posséder des notions suffisantes dans les matières professionnelles dont relève l'**Application** mise à leur disposition, pour en assumer le bon fonctionnement. **La Société** ne peut être tenue pour responsable d'erreurs de manipulation ou d'interprétation, quelles que soient leurs conséquences.

L'**Application** est destinée à une utilisation liée à des activités légales et reconnues dans leur pays d'origine.

Aucune des parties ne verra sa responsabilité engagée envers l'autre en cas de défaillance ou de délai dans l'exécution de ses obligations ci-dessus attribuable à un cas de force majeure ou un cas fortuit.

6. Utilisation des données par le client

Utilisation des données par le client grâce aux outils mis en place par Looper-AI® et respect de la vie privée

Les solutions mises en œuvre par Looper-AI® (Le Prestataire) permettent au client une meilleure utilisation de sa propre documentation et de ses processus internes, en ce que les solutions mises en place par le prestataire permettent notamment à l'entreprise de partager, communiquer, mettre à jour, analyser, chiffrer, traduire ou éduquer au départ de ces documents internes.

Le Client se voit rappeler qu'il lui appartient de rester attentif à respecter scrupuleusement l'ensemble des législations applicable en Europe quant à l'utilisation de données relevant de la vie privée, et notamment les suivantes :

- Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne : articles 7 et 8 ;
- Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et de la libre circulation ;
- Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques) - Directive 2009/136/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant la directive

2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques, la directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et le règlement (CE) no 2006/2004 relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs ;

- Règlement 45/2001/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données.

Le client est seul et unique responsable de l'utilisation illégale qu'il pourrait faire des outils qui sont mis à sa disposition.

7. Assurances

La **Société** ne pourra être tenue responsable de tout événement qui surviendrait en dehors de son champ d'intervention et/ou fourniture de services. L'ensemble des exclusions relatives à sa responsabilité figure dans les conditions générales.

Elles découlent, entre autres de l'assurance de responsabilité civile souscrite par la société (extrait ci-dessous).

Par contrat d'assurance de responsabilité civile, on entend le contrat souscrit par la **Société** pour couvrir la responsabilité civile contractuelle et extra contractuelle qui peut lui incomber en raison de dommages de toute nature causés à des Tiers et résultant d'erreurs, omissions ou négligences commises par lui, en sa qualité de prestataire de services en informatique dans le cadre de ses activités.

Aucune des parties ne verra sa responsabilité engagée envers l'autre en cas de défaillance ou de délai dans l'exécution de ses obligations ci-dessus attribuable à un cas de force majeure ou un cas fortuit.

Dans le cadre des dispositions de responsabilité et d'assurance, qui vont suivre, le terme « **Assuré** » peut désigner la **Société**, mais aussi certains **Utilisateurs** de telle ou telle fonction du site.

Sont exclus de la garantie de la compagnie et en conséquence exclus de la responsabilité éventuelle de la société dans le cadre de la présente convention :

- Les dommages causés intentionnellement par un **Assuré**, qui utiliserait le matériel mis à sa disposition aux fins de nuire aux intérêts d'un Tiers, par exemple. Toutefois, si l'**Assuré** fautif n'est ni le preneur d'assurance ni l'un de ses associés, administrateurs, gérants, organes, préposés dirigeants, responsable technique, la garantie reste acquise aux **Assurés** autres que le fautif, sous réserve de la franchise prévue contractuellement et du recours que la compagnie est en droit d'exercer contre ce dernier.

Sont également exclus, les dommages causés par :

- Les modalités d'exploitation de l'entreprise, acceptées par les **Assurés** ou par un manquement tel aux normes de prudence ou de sécurité propres aux activités assurées que les conséquences dommageables de ce manquement ou de ces modalités d'exploitation étaient - suivant l'avis de toute personne normalement compétente en la matière - presque inévitables;
- Les répétitions multiples, en raison de l'absence de précautions, de dommages de même origine ;
- La non-soumission des méthodes préconisées ou utilisées à des vérifications préalables suffisantes, compte tenu des connaissances acquises sur le plan technique et scientifique.
- Les dommages résultant de la non-restitution de fonds, d'abus de confiance, de malversations, de détournements ou de tous agissements analogues, ainsi que de concurrence déloyale ou d'atteintes

à des droits intellectuels tels que brevets d'invention, marques de produits, dessins ou modèles et droits d'auteur ;

- Les amendes judiciaires, transactionnelles, administratives ou économiques, les dommages à caractère punitif ou dissuasif (tels que les « punitive damages » ou « exemplary damages » de certains droits étrangers), ainsi que les frais judiciaires de poursuites répressives.
- La responsabilité civile des mandataires sociaux de l'entreprise assurée engagée en vertu de la législation en vigueur en cas de faute de gestion commise par ceux-ci en leur qualité d'administrateur ou de gérant.
- Les responsabilités pouvant incomber aux sous-traitants, associés ou membres d'un consortium ou d'une association momentanée, travaillant en collaboration avec la **Société**.

8. Responsabilité de l'Utilisateur

L'**Utilisateur** s'engage expressément et nonobstant le recours éventuel aux services d'assistance à signaler endéans les meilleurs délais, par écrit, tout problème technique généralement quelconque qu'il rencontrerait dans le cadre de son utilisation.

S'il devait s'avérer qu'un **Utilisateur** a manqué à ce devoir de diligence et de bonne collaboration endéans les meilleurs délais de la survenance d'un problème, l'**Utilisateur** pourrait être tenu lui-même pour responsable de son dommage ou de l'aggravation de celui-ci.

Sans préjudice de ce qui précède, la responsabilité pleine et entière de la **Société** à l'égard des **Utilisateurs**, s'agissant des Prestations fournies sur base du présent Contrat, ainsi que toute négligence, acte positif ou omission commis par les consultants de la **Société**, qu'ils soient sous-traitants ou agents, en tenant compte de décès, de préjudice, de perte ou de dommage causé par, ou résultant d'une quelconque prédite entité, ne pourra en aucun cas être recherchée lorsque les actions de l'**Utilisateur** interfèrent avec les prestations de la **Société**.

Le droit belge étant d'application dans le cadre des présentes conditions à raison tant du siège de la société qui s'adresse à des professionnels qu'en raison de la clause d'élection stipulée et expressément acceptée dans le cadre des présentes conditions générales, il ne saurait être question de réclamer autre chose que le dommage effectif.

9. Recours au service d'assistance

Le service d'assistance disponible sous la rubrique « contact » est disponible en permanence. Il s'agit de la seule manière correcte de contacter le service d'assistance. La **Société** ne garantit pas un suivi correct des demandes d'assistance qui auraient été formulées d'une autre manière.

Le prix du service d'assistance est inclus dans la redevance d'utilisation de l'application.

La société mettra tous ses bons soins et prendra toutes les mesures utiles pour assurer le meilleur service d'assistance possible, mais ne peut être tenue pour responsable de problèmes externes à son organisation tels que défaillance du matériel des **Utilisateurs** ou insuffisance de connaissance technique en la matière concernée par l'**Application**.

En cas d'indisponibilité du service d'assistance via les tickets, il est également possible d'échanger par mail à l'adresse : contact_at_looper-ai_point_com

La société accordera ses meilleurs soins aux demandes formulées par tickets ou mails mais ne garantit pas le délai de réponse.

10. Prix

Sous réserve de l'article 10, les prix pour l'**Application** proposée par le site sont aisément disponibles sur simple demande via les divers formulaires disponibles sur le site www.looper-ai.com

Les prix annoncés sont valables pour le trimestre civil en cours. Toute modification éventuelle le sera avec un préavis de 15 jours minimum.

Les prix annoncés sont toujours exprimés hors TVA. L'application de la TVA est soumise aux dispositions légales en vigueur dans le pays des utilisateurs.

Seuls les modes de paiement indiqués sur le site sont acceptés par la société. Le règlement par chèque sera toujours banni.

Lors de la souscription de son abonnement, l'**Utilisateur** choisit lui-même la durée pour laquelle il s'engage. Lorsque celle-ci arrive à son terme, il en est informé et invité à prolonger son abonnement, ce qu'il peut librement choisir de faire ou pas.

Une fois que le prix de l'abonnement ou d'un éventuel renouvellement reste impayé pendant cinq jours ouvrables, l'**Utilisateur** se voit suspendre l'accès aux données (voyez aussi l'article 2, in fine, en ce qui concerne la conservation des données et l'article 11 : « modalités de paiement »).

11. Segmentation des marchés

Dans la mesure où la politique fiscale peut varier d'un pays à un autre et dans la mesure où l'**Application** s'adresse à tous les pays, les **Utilisateurs** sont pleinement informés que les prix qui sont affichés sur le **Site** sont « tax neutral », c'est-à-dire exprimés hors TVA et en dehors de tout autre type de taxation que tel ou tel pays viendrait à appliquer à la vente des services de l'**Application** en raison d'un lien territorial ou de tout autre lien qui relierait les **Utilisateurs** ou tout autre intervenant à ce pays.

Le **Propriétaire** marque expressément son accord quant au fait qu'il sait que les prix sont exprimés nets de toute taxation et qu'une éventuelle taxation qui serait due dans son pays d'origine est susceptible d'être répercutée en sus sur la facturation qui lui est adressée, autrement dit que les prix affichés sont susceptibles d'être majorés de la TVA ou de toute autre taxe existante ou à venir qui serait réclamée par un état intervenant à quelque niveau que ce soit dans le processus de délivrance de l'**Application** mise à disposition desdits **Utilisateurs** par la **Société**.

12. Modalités de paiement

Le droit d'usage de l'**Application** est facturé en fonction d'une grille de prix se trouvant dans le menu Pricing du site internet et tenant compte des volumes d'information propres à chaque **Dossier** géré par le système. Ce droit d'usage est facturé anticipativement, à la date anniversaire du passage à la version payante.

Les frais de licence sont payables avant accès à l'application

Les frais de tokens sont payables avant utilisation de l'intelligence artificielle et par volume minimum de 1 million de Tokens

Le processus de règlement est géré par Stripe (www.stripe.com) qui garde seul les paramètres de paiement des **Dossiers**. Les factures sont disponibles via le compte Stripe du client.

Lors de son inscription, le Propriétaire choisit les modalités de règlement parmi les options proposées par le site d'encaissement STRIPE. À savoir :

- la carte de crédit à prélèvement automatique
- la domiciliation SEPA à prélèvement automatique

Dans le cas où l'organisme de paiement STRIPE viendrait à refuser le prélèvement pour quelque raison que ce soit. La Société sera en droit de réclamer au propriétaire au minimum les frais imposés par le partenaire extérieur Stripe®.

En cas de non paiement de licence pendant 60 jours, le dossier sera réputé en déshérence et susceptible d'être supprimé, ainsi qu'indiqué à l'art.2 §11 des présentes. Si le client qui est entré en déshérence souhaite réactiver son compte endéans les 60 jours, soit avant le délai d'effacement de ses données, il doit

alors payer un montant appelé à couvrir la période de conservation effective de ses données.

Toute réclamation ou demande d'information relative à la facturation ou aux questions relatives aux règlements sera adressée à l'adresse mail contact_at_looper-ai_point_com

13. Période de test des applications

L'**Application** dispose d'une période de test gratuite.

Durant la période de test, l'accès gratuit à l'Application est limitée à quinze jours et à un seul **Dossier**, dans une limite de 10 documents par **Dossier**.

Un **Propriétaire** peut inviter autant d'autres **Utilisateurs** qu'il le souhaite dans son dossier.

14. Fin de service

Looper-AI® se réserve le droit de mettre un terme au service d'un propriétaire pour n'importe quel motif, à n'importe quel moment et sans information préalable.

15. Propriété du logiciel, de l'application et droits intellectuelle

L'application mise à disposition des utilisateurs est une application « cloud », c'est-à-dire qu'elle est logée sur un serveur qui appartient à la société. Les Utilisateurs adressent, via leur propre machine, des requêtes de recherche au serveur de la société qui leur renvoie le résultat desdites recherches. Ces résultats sont archivés et lesdites archives sont accessibles par les utilisateurs.

L'utilisateur n'est donc propriétaire ni du logiciel qui permet au serveur de la société d'effectuer les recherches en question, ni du serveur lui-même, ni de rien qui se rapporte à la conception de l'ensemble de cette solution mise à distance à portée d'utilisation : l'utilisateur ne dispose qu'un d'un droit d'usage de l'ensemble et, tant qu'il continue d'être dans une période temporelle pour laquelle il est en ordre de paiement, un droit d'accès à l'historique de ses requêtes et aux archives liées.

Ce second aspect de son droit d'usage, le premier étant d'effectuer des recherches, doit lui permettre de démontrer sans problématiques d'archivages internes, qu'il a bel et bien rempli ses devoirs de recherche en temps et en heure.

S'agissant d'un produit « virtuel », en ce que l'utilisateur paie pour un droit d'usage à distance, il n'est pas inutile de souligner que les droits intellectuels restent la seule et unique propriété de la société et ce d'autant qu'il n'est techniquement pas possible de télécharger l'application pour l'installer de telle sorte qu'elle fonctionne sur une machine qui serait indépendante du serveur de la société.

Les droits intellectuels de la société lui sont strictement réservés et ne peuvent en aucun cas être acquis, ni même loués par l'utilisateur qui, répétons-le, ne dispose que d'un droit d'usage.

Les droits intellectuels sont les droits qualifiés comme tels au travers des définitions qu'en donnent les différents régimes légaux mondiaux, qu'il s'agisse de systèmes légaux ou de définition qui dérivent des systèmes de Common Law et sont donc légalement reconnus, et notamment :

- Les copyrights, les brevets, les secrets commerciaux, secrets de fabrications, know-how ou savoir-faire, les marques, patentes, inventions, design, logos, habillages commerciaux, droits moraux (Cfr. Infra, tels les droits d'auteur, par exemple), les mots masqués, les slogans et autres formules et dérivés publicitaires de toute forme, utilisés à des fins professionnelles commerciales, et toute autre forme de droits privés immatériels
- Toute application ou droit d'application des droits pré-mentionnés

Ces droits ne sont jamais cédés que de manière strictement limitative et uniquement en vertu d'un accord

exprès, préalable et écrit de la Société.

Un renouvellement, une extension ou une restauration implicite de cette cession de la licence n'est pas synonyme de cession.

En d'autres termes et en synthèse, les droits intellectuels mis en œuvre ou utilisés dans le cadre de l'utilisation du site restent la propriété de la Société, sauf accord écrit exprès en sens contraire.

Les droits intellectuels patrimoniaux liés au site et à son image constituent eux aussi la propriété exclusive de la Société et comprennent notamment :

- Les droits de reproduction et de communication au public.

Le code source de Looper-AI® est la propriété exclusive de Looper-AI®.

Le Propriétaire peut, dans certains cas, pouvoir souhaiter obtenir le code source. Ce qui est cédé lorsque le code source est communiqué au client, est limité au droit d'usage de ce code source dans le cadre strict de la licence concédée en parallèle. Le Propriétaire s'interdit expressément de transmettre ces œuvres de l'esprit à tout tiers généralement quelconque. Le propriétaire ne peut donc solliciter un sous-traitant sans se rendre coupable de fraude aux droits de Looper-AI®.

Seule Looper-AI® peut communiquer le code source, pourvu qu'elle soit en mesure de le faire, ce qui n'est pas toujours le cas, Microsoft limitant cette faculté.

Lorsque le Propriétaire a sollicité de connaître le code source et que Looper-AI® accède à sa requête, à partir du moment où le code source est connu du client, Looper-AI® est dégagé de toute responsabilité, plus particulièrement, mais non exclusivement, la responsabilité au regard de la stabilité de la plateforme du client ou de tests récurrents qui révéleraient des impacts négatifs sur ladite plateforme.

16. Propriété des documents

Les documents chargés dans looper-AI® ou les éléments générés par celle-ci (documents, certifications, analyses, statistiques, recommandations d'améliorations...) dans le cadre du dossier d'un propriétaire sont la propriété exclusive du propriétaire.

17. Modes d'exploitation

La **Société** disposera seule du droit de fixer l'œuvre, en tout ou en partie, par toute technique sur tout support et notamment :

- Un support en ligne, en ce compris Internet, ainsi que tout réseau Intranet, toutes bornes informatiques dans des lieux privés et/ou publics. L'autorisation de reproduire sur Internet comprend également l'autorisation d'établir tout lien à partir ou en direction du site où l'œuvre est reproduite, et d'une manière générale de faire du site et de son contenu tout usage normal ;
- Un support «papier» tel que :
 - la publication en tout ou en partie dans un périodique, publications d'information, livres, syllabus, mode d'emploi, etc.
 - la faculté de reproduire l'œuvre sur un autre support en ce compris informatique offline tel que : CD-ROM, bases de données, disquette, DVD, stick USB, Flash drive, etc.
- Le droit de reproduire l'œuvre en un nombre illimité d'exemplaires de chaque support ;
- Le droit de distribuer l'œuvre et de la communiquer au public par toute technique de communication, en ce compris la communication par câble, satellite, ondes hertziennes, Internet et réseaux informatiques ;

18. Réclamations et droit applicable

En matière de réclamation, il y aurait lieu de distinguer les réclamations générales des réclamations concernant plus spécifiquement la facturation.

Pour tout litige, controverse, ou toute réclamation découlant de l'application des présentes conditions générales ou de toute éventuelle modification ultérieure s'y rapportant (qui aurait trait notamment, mais non exclusivement à leur formation, leur validité, leurs effets obligatoires, leur interprétation, leur exécution, leur violation ou leur résolution) et de même que toute réclamation extra-contractuelle, soit de façon générale toute réclamation qui serait autre que celles qui concerneraient le seul point précis de la facturation (cf infra), à peine de nullité (irrecevabilité), les parties, c'est-à-dire la **Société** et le **Propriétaire**, s'engagent à, préalablement, rechercher un accord au travers d'une médiation, auprès d'un médiateur agréé.

Les parties s'engagent, conformément à l'article 1725, § 1^{er} du Code judiciaire, à entamer, préalablement à l'introduction de toute action en justice, un processus de médiation auprès d'un avocat médiateur agréé.

Sauf meilleur accord exprès entre les parties, la médiation ne pourra excéder 3 mois à dater de la désignation du médiateur.

Le lieu de la médiation sera fixé à Liège (B) et la langue de procédure sera le français et le ou les avocats médiateurs choisis au sein de la liste des médiateurs agréés par les Tribunaux de Liège pour la médiation civile et commerciale (liste disponible en ligne : <https://barreaudeliege-huy.be/fr/reglement-des-conflits/mediation/mediation-civile-et-commerciale>).

En cas d'échec de la médiation, et uniquement dans ce cas, le litige sera alors exclusivement soumis aux Tribunaux de Liège (B).

Les présentes conditions générales sont régies par le droit belge. Les présentes Conditions générales sont établies en français. Cette langue sera acceptée comme la seule langue de référence. Les traductions en d'autres langues sont établies à titre indicatif uniquement.

A peine de forclusion, les réclamations concernant les factures doivent être signalées par écrit dans un délai de 8 jours calendrier prenant cours à la date d'envoi de la facture et/ou de l'e-mail récapitulatif. Les factures dont le récapitulatif (e-mail) n'a pas été protesté dans le délai précisé ne sont en tout état de cause plus contestables à réception.

19. Mise en demeure

Toute mise en demeure, document ou autre communication (ci-après la « Mise en Demeure ») qui seront donnés ci-dessus doivent prendre la forme d'un écrit et être transmis par lettre recommandée (first class registered letter) avec accusé de réception, télex, facsimilé ou tout autre moyen électronique dans une forme permettant la délivrance d'une copie d'enregistrement visible au verso à la partie destinataire et à l'adresse indiquée. Toute Mise en Demeure envoyée par lettre est réputée avoir été dûment délivrée trois jours ouvrables après la date d'envoi. Toute Mise en Demeure envoyée par télex, facsimilé ou tout autre moyen électronique est réputée avoir été dûment délivrée au moment de la transmission [si transmise pendant les heures normales de travail à l'office du destinataire, et si non ainsi transmise, au début des heures normales de travail à la prédite office le jour ouvrable suivant la réalisation de la transmission].

20. Frais de justice

Au cas où un différend concernant une obligation de somme serait porté devant les Tribunaux, il est rappelé que tous les pays de l'Union européenne, par voie légale ou jurisprudentielle, ont reconnu le principe d'un "*dédommagement raisonnable pour les frais de recouvrement pertinents encourus par suite du retard de paiement*".

Pour information, en pratique, on constate une tendance des tribunaux à accorder un dédommagement équivalent à au moins 10% du montant impayé, pour la seule indemnité de procédure, sans préjudice des autres dommages ni de ceux évoqués précédemment et sans compter les frais d'huissier et autres ...

La loi belge est d'application pour tout litige relevant de l'utilisation du site. Les tribunaux de Liège (B) sont seuls compétents.

21. Confidentialité des informations et des données

Il y a deux types de données :

- Les données concernant les **Utilisateurs** eux-mêmes et leurs ayants droits, c'est-à-dire les données des **Propriétaires** et des **Utilisateurs** payants ou non du **Site** et de l'**Application** : conformément au règlement RGPD, les données collectées sont plus que minimales, se résumant au strict nécessaire à la bonne exécution de la relation contractuelle avec la **Société**, et elles ne sont pas conservées au-delà de ce qui est nécessaire, étant entendu qu'ici, la durée est influencée par la directive AML ou IVème Directive : en ce qui concerne ces données, voyez l'article 19 et l'article 22.
- Les données envoyées sous leur responsabilité par les **Utilisateurs** en vue d'effectuer leurs obligations AML découlant de ladite IVème Directive. Celles-ci sont envoyées au serveur de la société qui interroge alors d'autres bases de données, sur la base des instructions de l'**Utilisateur**. Par défaut, lorsqu'il est question de « données », c'est de ce second type de données, celles qui sont envoyées par l'**Utilisateur** au serveur de la **Société** dans le cadre d'une recherche « AML » qu'il est question.

Il est à noter que la Société n'effectue aucun traitement des données, de quelque manière que ce soit : les données transmises par le client sont ensuite réparties automatiquement par le logiciel de la société qui interroge d'autres serveurs et le client reçoit en retour le résultat de ces interrogations, l'outil fourni par la société servant simplement à simplifier les tâches de recherches recommandées par la IVème Directive AML auprès de bases de données externes.

La **Société** prend toutes les mesures nécessaires pour préserver l'intégrité des données stockées sur son site par les **Utilisateurs**, et ce, dans l'optique et le respect .

L'**Utilisateur** reste seul responsable des données envoyées par ses soins vers à la **Société**, et il lui est donc recommandé de s'en assurer préalablement à toute transmission, une sauvegarde.

Cette copie devra être conservée par le client jusqu'à la vérification finale du transfert et au minimum pour une durée de 5 ans (durée de conservation fixée en référence aux recommandations de la IVème directive en matière AML).

A défaut de la conservation d'une telle copie pendant ce délai, la responsabilité de la **Société** ne pourra en aucune façon être recherchée pour les éventuels problèmes de données manquantes ou corrompues.

De même, les accès aux données confidentielles (telles que mot de passe, informations relatives aux clients de l'Utilisateur,...) enregistrées dans le **Dossier** se font à l'entière responsabilité de l'**Utilisateur** qui hormis le cas de dol manifeste ne pourra rechercher la responsabilité de la **Société** si de telles données venaient à être utilisées, diffusées, volées, piratées, .

De même, la société ne pourra être tenue pour responsable d'éventuels incidents, non de son ressort, qui amèneraient une diffusion anormale de l'information stockée sur son site.

La politique de confidentialité de Looper-AI® ainsi que sa conformité au RGPD est décrite dans le document "Politique de confidentialité" disponible sur le site internet de Looper-AI®